**AVENANT AU CONTRAT PORTANT RECLASSEMENT AU 1er SEPTEMBRE 2022**

**Entre** :

M.......................(dénomination exacte de la Collectivité ou de l'établissement concerné) représenté(e) par sa/son (Maire ou Président) dûment habilité(e) par délibération du .................... *(indiquer l'organe délibérant)* du ................. ci-après désigné*(e)*"la collectivité *(ou l'établissement)* ",

### **Et :**

M......................................................................(*nom, prénom*), domicilié(e) à.........................................................ci-après désigné(e) "le co-contractant"

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2022-1200 du 31 août 2022 modifiant l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2022-1201 du 31 août 2022 modifiant les dispositions indiciaires applicables aux fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°… portant statut particulier du cadre d’emplois des …,

Vu le décret n° … fixant l’échelle indiciaire applicable à ce grade,

Vu le contrat à durée déterminée en date du …/…/…… recrutant M…………………………… du …/…/…… au …/…/…… en qualité de ……………………………… (préciser le grade) contractuel et rémunéré par référence à l’indice brut …… (indice majoré ……) correspondant au …… échelon dudit grade,

**OU**

Vu le contrat à durée indéterminée en date du …/…/…… recrutant M …………………………………………… à compter du …/…/…… en qualité de …………………………………………. (préciser le grade) contractuel et rémunéré par référence à l’indice brut …… (indice majoré ……) correspondant au ……ème échelon dudit grade,

Considérant qu’il convient d’appliquer le reclassement à cet agent contractuel,

Il a été d’un commun accord convenu ce qui suit :

**Article 1 -** La situation de M…………………………………………………………… est modifiée comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| **Situation ancienne** | **Situation nouvelle au 1er septembre 2022** |
| ……………………………… *(préciser le grade)*…ème échelonIndice brut : ……Indice majoré : …… | ……………………………… *(préciser le grade)*…ème échelonIndice brut : ……Indice majoré : …… |

**Article 2 -** Les autres articles restent inchangés.

**Article 3 -** Le Directeur Général des Services ( ou le Secrétaire de Mairie) de la commune (ou de l’établissement) est chargé de l'exécution du présent contrat dont ampliation sera insérée au dossier individuel de l'agent et transmise à :

* Mme la Présidente du Centre de Gestion,
* M. le Receveur Municipal,
* L'intéressé (e).

A , le

Nom, Prénom du signataire………..

Qualité du signataire (ex. Le Maire)

L’agent,

Mention « Lu et approuvé »

Le…………………. ,

*« La présente décision peut faire l’objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d’un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site* [*www.telerecours.fr*](http://www.telerecours.fr)*».*